

22 JUIN 2023



DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

**ARRÊTÉ N°2023DGAAT2D-002**

En date du **12 JUIN 2023**

**Portant interdiction générale de la pratique de la pêche sur le Lac du Téléport - Technopole du Futuroscope – propriété du Département de la Vienne**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.3221-4,

**VU** le Code de l'Environnement, notamment son article L.432-10,

**VU** la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

**ARRÊTÉ :**

**ARTICLE 1 : INTERDICTION GÉNÉRALE**

Le plan d'eau artificiel de la Technopole du Futuroscope dit Lac du Téléport, situé sur le territoire de la commune de Chasseneuil-du-Poitou (Vienne), fait partie intégrante du domaine public du Département de la Vienne.

Le présent arrêté interdit l'activité de la pêche, de toutes espèces et de tous procédés quels qu'ils soient, sur l'ensemble du lac du Téléport de la Technopole du Futuroscope, propriété du Département de la Vienne.

**ARTICLE 2 : EXCEPTIONS**

Les mesures citées à l'article 1 ne s'appliquent pas :

- aux pêches exceptionnelles ordonnées par l'autorité administrative pour la sauvegarde des populations piscicoles ;
- aux pêches nécessaires à la salubrité publique ou à but scientifique ;
- aux espèces d'écrevisses exotiques envahissantes (EEA) ;
- aux espèces d'écrevisses appartenant à la liste des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (article L.432-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINALES**

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera télétransmis au contrôle de légalité et publié sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr) et notifié à la Fédération Départementale des Associations Agréées Pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

#### **ARTICLE 4 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire.

Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers,

Le **12 JUIN 2023**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON